

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 19/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SWM WIND ONSHORE FRANKREICH SAS

23 rue d'Anjou
75008 Paris

Références : -
Code AIOT : 0010011880

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement SWM WIND ONSHORE FRANKREICH SAS implanté Chaussée de César Sud 18290 Civray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SWM WIND ONSHORE FRANKREICH SAS
- Chaussée de César Sud 18290 Civray
- Code AIOT : 0010011880
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La ferme éolienne Wind Onshore Frankreich est située sur la commune de Civray. Le parc représente une puissance totale installée de 10 MW. Il se compose de :

- 4 aérogénérateurs identifiés E1 à E4 présentant les caractéristiques suivantes :
 - Puissance unitaire maximale de 2,5 MW ;
 - Hauteur maximale de mât de 100 m ;
 - Diamètre de rotor maximal de 100 m ;
 - Hauteur maximale en bout de pale de 150 m ;
- Un poste de livraison électrique.

Le parc bénéficie du droit d'antériorité pour fonctionner sans l'autorisation prévue par la rubrique n°2980 de la nomenclature des installations classées.

La société VSB Energies nouvelles est en charge du suivi de l'exploitation. La maintenance est principalement effectuée par Nordex.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
7	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Demande d'action corrective	60 jours
8	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV	Demande d'action corrective	60 jours
9	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
10	Situation administrative	Code de l'environnement du 13/03/2026, article L.181-14	Demande d'action corrective	60 jours
11	Déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
2	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
4	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa	Sans objet
5	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I	Sans objet
12	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
14	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
15	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
16	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessous

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le plan de prévention du parc éolien de la Chaussée de César Sud.</p> <p>La quasi-totalité des opérations de maintenance du parc sont réalisées par Nordex et ses sous-traitants ainsi que par VSB énergies nouvelles.</p> <p>Le plan de prévention du parc, qui contient les procédures à suivre en cas d'urgence, est transmis à chacune des entreprises intervenant sur le site et signés par ces dernières. Ce plan de prévention est ensuite transmis par les entreprises détentrices à chaque membre de leur personnel qui est amené à intervenir sur le site pour qu'ils puissent en prendre connaissance.</p>

Pour chaque intervention sur le site, l'exploitant est prévenu.

Si l'entreprise intervenante est Nordex, l'exploitant possède un sharepoint recensant l'ensemble du personnel intervenant de Nordex ainsi que leurs habilitations. Quand une intervention est prévue, l'exploitant vérifie dans le sharepoint que les personnes intervenantes disposent des habilitations requises, si ce n'est pas le cas, une alerte apparaît sur le sharepoint et la personne ne pourra pas intervenir sur site avant d'avoir mis-à-jour ses habilitations.

Pour les autres entreprises, les habilitations sont demandées et vérifiées directement en amont de chaque intervention.

L'exploitant n'a pas encore réalisé d'exercice d'entraînement sur le parc éolien de la Chaussée de César Sud et ne l'a pas prévu dans l'immédiat. Cependant, un exercice a été réalisé sur un de ses parcs à proximité, le parc éolien Nordex XXVI à Saint-Ambroix.

Vu le compte-rendu d'un exercice d'entraînement à une situation de survitesse sur le parc de Nordex XXVI du 18/08/2025 qui reprend notamment le déroulé de l'exercice ainsi que les éventuels points positifs ou négatifs identifiés et les voies d'amélioration à envisager.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

<p>Constats :</p> <p>Vu le plan de prévention du 17/01/2024 ainsi que les fiches réflexes associées qui consignent l'ensemble des informations requises en matière de situations d'urgence et de consignes de sécurité.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Registre de maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le registre de maintenance avec les opérations de maintenance effectuées ainsi que les dates associées.</p> <p>Le suivi des défaillances des machines est réalisé sur un logiciel à part.</p> <p>Vu le logiciel permettant le recensement et le suivi des défaillances des machines.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Tests arrêts</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les rapports de test fonctionnel des dispositifs de sécurité réalisés par Nordex pour les</p>

éoliennes E2 et E4 en date du 26/06/2025, en particulier les points portant sur les contrôles de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse.

Les précédents contrôles de test fonctionnel des dispositifs de sécurité pour les éoliennes E2 et E4 ont été réalisés le 05/07/2024.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles brides

Prescription contrôlée :

Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

Constats :

Vu les rapports de maintenance préventive principale annuelle réalisés par Nordex pour les éoliennes E2 et E4 respectivement en date du 17/11/2025 et du 05/12/2025, et notamment les points qui concernent le contrôle visuel et manuel de tous les raccords vissés qui n'ont pas été vérifiés pour la perte de couple.

Les précédents contrôles pour ces deux aérogénérateurs ont été réalisés respectivement en date du 14/01/2024 et du 28/12/2025.

Lors de la visite sur site, l'inspection a contrôlé par sondage le marquage de certaines brides sur les éoliennes E1 et E2. Bien que les brides aient été graissées il y a peu, ce qui dissimule en grande partie le marquage, la présence de ce dernier pouvait être devinée sous la graisse.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles visuels pales

Prescription contrôlée :

Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

Constats :

Vu les rapports de contrôle visuel des pales réalisés par Nordex pour les éoliennes E2 et E4 le 05/11/2025.

Les contrôles précédents pour ces aérogénérateurs ont été effectués par Nordex également, le 21/05/2025.

Les résultats des contrôles de novembre 2025 sont incohérents par rapport aux résultats des contrôles de mai 2025.

En effet, pour E2, en mai 2025 20 défauts ont été détectés dont 3 de catégorie 3, et en novembre 2025 il ne reste plus que 3 défauts de catégorie 1.

En ce qui concerne E4, en mai 2025 29 défauts ont été détectés dont 2 de catégories 2 et 2 de catégorie 4, tandis qu'en novembre 2025 il ne reste plus que 6 défauts de catégorie 1.

L'exploitant confirme qu'aucune action corrective n'a été menée sur les pales entre les contrôles de mai et novembre 2025. Il explique avoir reçu les contrôles de novembre 2025 il y a peu de temps et ne pas avoir encore pris le temps de les analyser. Il va se rapprocher de Nordex afin de comprendre d'où proviennent ces résultats surprenants.

En ce qui concerne les actions correctives à mener sur les pales, les différentes catégories de défaut correspondent à des degrés de sévérité, mais aucune indication concernant le délai d'intervention n'est associé à ces catégories.

Deux défauts de catégorie 4 ont été détectés en mai 2025 sur l'éolienne E4 ce qui correspond à un défaut de sévérité élevée. Pour la réalisation d'action corrective l'exploitant se rapproche de Nordex pour leur demander d'agir, mais cela peut parfois être compliqué d'obtenir rapidement des actions, Nordex ayant beaucoup de parcs à gérer et procédant aux actions correctives en fonction de l'urgence du défaut.

Constat : Les rapports présentés comportent des incohérences importantes et n'indiquent pas de délais d'intervention en fonction de la catégorisation des défauts. Des défauts de niveau 4 relevés en mai 2025 n'ont pas fait l'objet d'une intervention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu la liste des systèmes instrumentés de sécurité (SIS).</p> <p>Vu les rapports de test fonctionnel des dispositifs de sécurité réalisés par Nordex pour les éoliennes E2 et E4 en date du 26/06/2025.</p> <p>Les tests fonctionnels des dispositifs de sécurité précédent ont été réalisés le 05/07/2024.</p> <p>Vu les rapports de maintenance préventive principale annuelle réalisés par Nordex pour les éoliennes E2 et E4 respectivement en date du 17/11/2025 et du 05/12/2025.</p> <p>Les précédents contrôles pour ces deux aérogénérateurs ont été réalisés respectivement en date du 14/01/2025 et du 28/12/2024.</p> <p>L'ensemble des rapports consultés regroupe les contrôles de la quasi-totalité des systèmes instrumentés de sécurité inscrits dans la liste des SIS. Cependant, dans les rapports de maintenance préventive principale annuelle où se trouve le point de contrôle correspondant au</p>

contrôle du disjoncteur principal, ce dernier n'est pas coché comme vérifié. De plus, l'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer les points de contrôles correspondant aux tests de vérification des tores de mesures.

Constat : l'ensemble des systèmes instrumentés de sécurité inscrit dans la liste des SIS n'est pas contrôlé annuellement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité

Prescription contrôlée :

IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

La liste des systèmes instrumentés de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus ne sont pas consignés dans le registre de maintenance.

Constat : Il n'existe aucun registre permettant de suivre efficacement et simplement la bonne réalisation des contrôles de l'ensemble des systèmes instrumentés de sécurité dans les délais réglementaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Elimination des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : L'exploitant indique qu'une benne « Eolbox » est disposée à l'année au niveau de l'éolienne E2. Dans cette benne, se trouvent différents bacs permettant de trier les déchets produits lors des maintenances et de les y stocker en attendant leur enlèvement. C'est Nordex qui gère entièrement les déchets produits sur site. Une fois les bacs pleins, la société Ortec est contacté par Nordex afin de procéder à l'enlèvement des déchets et au transport vers les filières de stockage ou de traitement adaptées. Vu par échantillonnage les bordereaux de suivi de déchet n°BSD-20241129-DY41HQ4NF et n°BSD-20250728-JB2Q6WFS7 correspondant à des dates de prises en charges respectivement les 02/12/2024 et 11/09/2025. Les déchets non dangereux, notamment les déchets de suremballage, sont ramenés par Nordex dans leur centre de maintenance pour y être recyclés. Aucun justificatif d'enlèvement des déchets non dangereux n'a été présenté pendant l'inspection. L'inspection n'a pas constaté de traces de brûlage à l'air libre à proximité des éoliennes E1 et E2. Constat : L'exploitant n'a pas démontré qu'il fait éliminer ses déchets non dangereux dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/03/2026, article L.181-14
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
Constats : L'exploitant indique à l'inspection des installations classées qu'une Eolbox, qui est une benne servant à stocker les déchets de l'installation avant leur enlèvement par une entreprise compétente, est installée sur le site et y reste toute l'année. La présence permanente de cette Eolbox dans l'emprise du parc correspond à une modification de l'installation. A ce titre, elle doit être portée à la connaissance du préfet et l'exploitant doit s'assurer de la compatibilité de cette modification vis-à-vis des intérêts protégés mentionnés aux articles L.221-1 et L.511-1 du code de l'environnement et des règles d'urbanisme en vigueur. Constat : L'exploitant n'a pas porté à la connaissance de Monsieur le Préfet une modification de son installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Vu le registre des déchets qui contient l'ensemble des informations requises pour les déchets dangereux, mais rien au sujet des déchets non dangereux.

Par échantillonnage, l'inspection a consulté 2 bordereaux de suivi de déchets, ces derniers ont été correctement retranscrits dans le registre des déchets.

Constat : Aucun registre de suivi des déchets non dangereux sortants n'est mis en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Voies d'accès
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les chemins d'accès aux éoliennes E1 et E2 sont carrossables et permettent l'intervention des services d'incendie et de secours. Ces accès ainsi que les plateformes situées aux pieds des éoliennes E1 et E2 sont entretenus. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aérogénérateur
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

<p>Constats :</p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès intérieurs de chaque aérogénérateur et du poste de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Panneau et identification mât

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Affichage public</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Vu les consignes au niveau des aérogénérateurs E1 et E2 ainsi que du poste de livraison.</p> <p>Les aérogénérateurs E1 et E2 sont bien identifiés par un numéro lisible sur leur mât.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Sécurité des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Intérieur aérogénérateur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'intérieur des aérogénérateurs E1 et E2 est maintenu propre. Aucun matériau combustible ou inflammable n'est entreposé à l'intérieur.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu la présence d'extincteurs en pied des aérogénérateurs E1 et E2 ainsi que dans le poste de livraison. Ces derniers ont été contrôlés le 14/01/2026.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>